



DOSSIER DE PRESSE - 28 MAI 2026

Assemblée Générale de TotalEnergies : les demandes de la société civile

Publication d'un nouveau rapport sur le projet EACOP et décryptage des principaux dossiers climatiques, financiers et judiciaires du groupe.

SOMMAIRE

1. La Caisse des Dépôts et Consignations va-t-elle soutenir TotalEnergies dans ses choix climaticides ?
2. La diplomatie française continue de soutenir TotalEnergies, à rebours de ses engagements internationaux
3. EACOP : les risques liés au projet continuent d'augmenter
4. TotalEnergies complice de crimes de guerre au Mozambique ?
5. La nécessité de taxer les profits de TotalEnergies - Greenpeace France

INTRODUCTION

À la veille de l'Assemblée Générale de TotalEnergies du 29 mai 2026, des représentant.e.s de la société civile ont dénoncé à Paris la stratégie climaticide de la major française notamment les investissements massifs dans les énergies fossiles et les violations des droits humains et les destructions d'écosystème liés à ses projets. Ce dossier de presse propose une analyse approfondie des principaux enjeux soulevés par les acteurs de la société civile.

I. La Caisse des Dépôts et Consignations va-t-elle soutenir TotalEnergies dans ces choix climaticides ?

Les nouveaux reculs de TotalEnergies sur le climat

L'Assemblée générale intervient deux mois après les déclarations de TotalEnergies indiquant ne pas être en mesure d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2025 et ne pas pouvoir établir un plan de transition compatible avec la réglementation européenne.

TotalEnergies a par ailleurs été condamné en 2025 par le tribunal judiciaire de Paris pour greenwashing après avoir affirmé qu'elle était un "acteur majeur de la transition énergétique", alors qu'elle prévoit d'importants investissements dans le pétrole et le gaz. La communication trompeuse de TotalEnergies quant à sa transition a fait l'objet de décisions similaires de la part d'instances de régulation de la publicité en Allemagne, en Afrique du Sud et au Royaume-Uni.

[L'analyse que Reclaim Finance publie aujourd'hui](#) montre par ailleurs que l'entreprise ne cesse de s'éloigner d'une trajectoire crédible visant à limiter le réchauffement climatique à 1,5°. D'un côté, la part des investissements de TotalEnergies dans l'extraction de pétrole et gaz n'a cessé d'augmenter ces dernières années. TotalEnergies prévoyait en 2023 de dédier 30% de ses investissements d'ici 2030 dans les nouveaux projets pétroliers et gaziers - un objectif qui a été progressivement relevé et est aujourd'hui de 35%. Pour l'année 2026, TotalEnergies prévoit de dédier 40% de ses investissements à ses nouveaux projets fossiles.

D'un autre côté, la part des investissements de TotalEnergies dans son activité « électricité intégrée et molécules bas carbone », qui comprend l'électricité renouvelable mais aussi les centrales à gaz fossile, ne cesse de diminuer. TotalEnergies prévoyait ainsi en 2023 de dédier 33% de ses investissements d'ici 2030 à ce secteur. Cet objectif a été réduit en 2026 à 26%. En 2025, TotalEnergies a réduit ses investissements dans ce secteur « électricité intégrée et molécules bas carbone » de 28% par rapport à 2024, passant de \$3,9 milliards investis en 2024 à \$2,8 milliards investis en 2025.

Une Assemblée générale où le climat reste le grand absent

Pour la deuxième année consécutive, TotalEnergies refuse de faire voter ses actionnaires sur son plan climat lors de son assemblée générale. De 2021 à 2024, l'entreprise organisait en effet un vote consultatif sur son « ambition en matière de développement durable et de transition énergétique ». Le soutien des actionnaires à cette ambition était passé de 92% en 2021, à 80% en 2024. En refusant de consulter ses actionnaires sur ses reculs climatiques, TotalEnergies évite donc de s'exposer à une contestation de la part des actionnaires qui attendaient qu'elle adopte une trajectoire crédible visant à limiter le réchauffement climatique en dessous de 1,5°, et qui voient l'entreprise s'en éloigner chaque jour un peu plus.

Parmi les décisions qui sont proposées au vote des actionnaires cette année, on relève par contre la candidature du directeur général de Société Générale, Slawomir Krupa, au conseil d'administration. Depuis que M. Krupa a été nommé Directeur Général de Société Générale en 2023, la banque a maintenu, et même augmenté ses investissements dans les énergies fossiles, et dans TotalEnergies. Société Générale a ainsi participé entre 2024 et 2026 à plusieurs émissions d'obligations et plusieurs prêts à TotalEnergies. Cette élection constituerait un conflit d'intérêt, puisqu'elle présente le risque que la position de Slawomir Krupa au sein de TotalEnergies influence la stratégie de Société Générale sur la question de l'arrêt nécessaire des financements à TotalEnergies et au secteur des énergies fossiles.

Les actionnaires qui soutiennent TotalEnergies avec l'épargne des Français-es

Parmi les [15 principaux investisseurs mondiaux de TotalEnergies](#), on trouve aujourd'hui en dixième position la Caisse des dépôts et consignations, qui gère notamment le livret A. La CDC possède, [comme l'a révélé l'Observatoire des multinationales en février 2026](#), plus de 30 millions d'actions de TotalEnergies, d'une valeur de 2,3 milliards de dollars, soit près de 2 milliards d'euros. Suite à ces révélations, la CDC avait défendu son choix en affirmant vouloir préserver la souveraineté énergétique de la France. Elle fait en réalité l'inverse en soutenant la dépendance de la France aux énergies fossiles qui sont majoritairement importées et en continuant de soutenir la stratégie climaticide de TotalEnergies.

Parmi les autres actionnaires français de TotalEnergies figurent les caisses de retraite comme l'Agirc-Arrco (complémentaire obligatoire des salarié-e-s du privé) – qui gère environ €86 milliards, l'ERAFP (complémentaire obligatoire des salarié-e-s du public) – qui gère environ €48 milliards, et le Fonds de réserve pour les retraites dont la mission est de pérenniser le système des retraites et qui possède près de €12,8 millions d'actions et €6,1 millions d'obligations de TotalEnergies. Tous se sont engagés à s'aligner avec une trajectoire 1,5°C mais aucun ne s'est engagé à mettre fin aux nouveaux financements aux entreprises pétrolières et gazières ou encore à faire pression sur TotalEnergies en votant contre les résolutions présentées par son Conseil d'Administration lors de l'Assemblée Générale de demain. Finalement, aucun de ces organismes n'a pris de positions publiques fortes sur la stratégie climaticide de TotalEnergies.

Contact :

Antoine Bouhey, coordinateur de campagne : antoine@reclaimfinance.org

Pour aller plus loin :

- “La présence discrète de l’Etat français au capital de TotalEnergies”
: <https://multinationales.org/fr/a-chaud/actualites/la-presence-discrete-de-l-etat-francais-au-capital-de-totalenergies>
- “Retraites : des investissements dans les énergies fossiles dangereux pour le climat”
<https://reclaimfinance.org/site/2025/07/08/retraites-des-investissements-dans-les-energies-fossiles-dangereux-pour-le-climat/>

II. La diplomatie française continue de soutenir TotalEnergies, à rebours de ses engagements internationaux

Le gouvernement et le Président de la République se sont attachés à se construire une image de “champions du climat”, au travers de discours volontaristes de la diplomatie climatique française. Ce discours est illustré par son adhésion à des initiatives telles que Beyond Oil and Gas Alliance (BOGA), Powering Pas Coal Alliance (PPCA), Clean Energy Transition Partnership (CETP), ou encore via les engagements pris en faveur de l’abandon des énergies fossiles (phase out) par les responsables de la diplomatie climatique française (la ministre Agnès Pannier-Runacher et l’Ambassadeur climat Stéphane Crouzat) lors de la COP28. Toutefois, il convient de noter que le gaz est présenté dans le texte final de cette COP comme une énergie de transition, terminologie à laquelle la France ne s’est pas opposée.

Plus récemment, lors de la conférence de Santa Marta, première conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles, la France a présenté sa [feuille de route pour la sortie des énergies fossiles](#). Feuille de route relevant d’une *diplomatie copier-coller* reprenant la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC) et la Programmation Pluriannuelle de l’Énergie (PPE) sans mentionner l’encadrement des activités des acteurs privés comme TotalEnergies.

Cette image de “champion du climat” entre en contradiction manifeste avec la diplomatie économique qui continue de favoriser le soutien de TotalEnergies.

Le soutien au développement de projets gaziers et pétroliers est protéiforme

Par la voix du président de la République

- Lors de sa visite en Papouasie-Nouvelle-Guinée en juillet 2023, Emmanuel Macron a exprimé son soutien à un projet de gaz naturel liquéfié (GNL) mené par TotalEnergies dans cet État insulaire du Pacifique. “[TotalEnergies investit dans ce pays, ce qui est bien, car cela crée des emplois](#)”, a expliqué le président. “[Ce projet s’inscrit intelligemment dans une stratégie plus large et régionale visant à remplacer le charbon par le gaz dans les pays asiatiques](#)”

- Le Président soutient que le gaz est une énergie de transition. Et, d'ailleurs, TotalEnergies estimait que l'accord de Dubaï conclu lors de la COP28, conforte sa stratégie et "notait avec intérêt" l'utilité prêtée, dans le rapport, aux carburants dit de transition. "Le gaz joue un rôle utile comme énergie de transition flexible", estime-t-elle

Par la voix de ses Ambassadeurs notamment en Afrique

- Une ambassade française sur trois se ferait le relais de la communication de la compagnie pétro-gazière selon les calculs de Mediapart. [52 ambassades sur 168 - s'était fait le relais diplomatique du géant pétrolier depuis 2021](#). Ce soutien se concentre tout particulièrement en Afrique, soit 20 ambassades sur 52. Il convient de noter que TotalEnergies, est le plus grand développeur de nouvelles ressources pétrolières et gazières en amont en Afrique. Ce relais se manifeste sous différentes formes : prises de parole des ambassadeurs dans des conférences pétrolières ou sur les réseaux sociaux, sponsoring des événements de l'ambassade par Total, etc. En Ouganda, l'ambassade de France était allée jusqu'à organiser une "farewell party" pour le départ du pays du directeur général de Total Ouganda.
- Plus récemment, en avril 2026, l'Ambassade française en Namibie accueillait [un voyage d'affaires sur l'énergie organisée par Evolen](#), une étape de plus dans [l'accélération diplomatique de la France](#) pour faire développer les réserves de pétrole offshore du pays par TotalEnergies.
- *En mars dernier, lors du Sommet de l'AIE consacré à la cuisson propre* : [Benoît Faraco \(Ambassadeur climat\) a déclaré avoir échangé avec TotalEnergies sur le rôle que pourraient jouer les crédits carbone internationaux dans l'atteinte de l'objectif climatique européen pour 2040](#). Le groupe pétrolier est déjà engagé dans des projets de cuisson propre en Afrique fondés sur le déploiement du GPL, susceptibles de générer des crédits carbone dans le cadre des futurs mécanismes européens.

Dans les COP climat :

- Le gouvernement français a accordé à plusieurs reprises une accréditation de membre de la délégation française (overflow) à Patrick Pouyanné ou autres personnes travaillant chez TotalEnergies.

Bien souvent, le soutien protéiforme de l'État français aux entreprises du secteur notamment gazier est justifié par le fait que ces entreprises devraient "jouer un rôle clé dans la transition". Pourtant, TotalEnergies n'a pas de stratégie cohérente de sortie des énergies fossiles et mise même sur l'augmentation de la production d'hydrocarbures.

Contact : Réseau Action Climat : vincent.brossel@reseauactionclimat.org

Pour aller plus loin :

- Octobre 2025, Réseau Action Climat : “Dix ans après : comment les intérêts des énergies fossiles ont sapé l’Accord de Paris – Le cas de la France”, p.22 - https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2025/10/defprint_copie-de-rapport-lap-nest-pas-une-baguette-magique-.pdf
- Avril 2024, De la commission d’enquête sur TotalEnergies aux négociations internationales sur le climat : les contradictions françaises sur la sortie des énergies fossiles -
- <https://reseauactionclimat.org/wp-content/uploads/2024/04/brief-media-diplomatie-fossiles.pdf>
- [TotalEnergies et la diplomatie française : cinquante nuances de soutien - Observatoire des multinationales](#)

III. EACOP : les risques liés au projet continuent d’augmenter

Earth Insight publie un nouveau rapport sur l’EACOP, l’oléoduc de 1 443 km porté par TotalEnergies entre l’Ouganda et la Tanzanie. Alors que le projet serait achevé à 80 %, le rapport alerte sur les risques majeurs que fait peser l’oléoduc sur l’un des plus grands systèmes d’eau douce d’Afrique de l’Est.

À partir de nouvelles analyses spatiales, Earth Insight documente notamment :

- des risques pour **158 zones humides** en Ouganda, **44 zones protégées** et **7 zones clés** pour la biodiversité,
- une **menace pour le site Ramsar de SAMUKA** et le bassin du **lac Victoria**, dont dépendent plus de **40 millions de personnes**,
- un moment critique du projet: certaines traversées de rivières et de zones humides sensibles ne sont pas encore achevées, ce qui signifie que **des dommages irréversibles peuvent encore être évités**.

Le rapport souligne également que les émissions de l’**EACOP pourraient atteindre 379 millions de tonnes d’équivalent CO₂** sur l’ensemble de sa chaîne de valeur.

Contact : Laure Fourquet: 0667693382 - laure.fourquet@avaaz.org

Pour aller plus loin :

- Mai 2026, StopEACOP : “Frontline communities and civil society unite across the globe to demand polluters exit their countries” : https://stopeacop.net/wp-content/uploads/2026/05/MA_GWA_KickPollutersOut.pdf
- Avril 2026, AFIEGO : “EACOP et les femmes d’Ouganda”
- <https://www.afiego.org/wp-content/uploads/2026/04/AFIEGO-storybook-Women-and-the-EACOP-in-Uganda-April-2026-website-version.pdf>
- Février 2026, AFIEGO : “Assessing compliance to EACOP Livelihood Restoration Plan” - <https://www.afiego.org/wp-content/uploads/2026/02/Research-report-Assessing-compliance-to-EACOP-Livelihood-Restoration-Plan-February-2026.pdf>
- Septembre 2025, AFIEGO (traduction française par les Amis de la Terre France) : “Total Ouganda : des témoignages édifiants des travailleurs du secteur pétrolier” <https://www.amisdelaterre.org/publication/dos-brises-et-autres-histoires-recits-de-travailleur%c2%b7euses-du-secteur-petrolier-victimes-de-pratiques-abusives-en-ouganda/>

IV. TotalEnergies complice de crimes de guerre au Mozambique ?

Le 17 novembre 2025, le European Center for Constitutional and Human Rights (ECCHR) a déposé une plainte pénale contre TotalEnergies devant le Parquet national anti-terroriste (PNAT) pour complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées au Mozambique. La plainte porte sur le « massacre des conteneurs » : entre juillet et septembre 2021, des dizaines de civils auraient été arbitrairement détenus, torturés et exécutés dans des conteneurs métalliques à l'entrée même du site gazier de TotalEnergies, par la Joint Task Force (JTF) (une unité militaire créée par memorandum entre la filiale mozambicaine de TotalEnergies et le gouvernement mozambicain pour sécuriser les opérations du projet).

Selon le ECCHR, des documents internes de TotalEnergies, obtenus auprès de plusieurs financeurs publics du projet, établissent que l'entreprise était informée des violations commises par les forces armées mozambicaines dès mai 2020, et qu'elle a néanmoins continué à soutenir matériellement la JTF (logement, nourriture, matériel et primes).

La plainte intervient alors que TotalEnergies a annoncé fin 2025 lever la force majeure de son projet Mozambique LNG, malgré la persistance du conflit armé dans la région. TotalEnergies est par ailleurs déjà visée, depuis mars 2025, par une enquête préliminaire du parquet de Nanterre pour homicide involontaire, à la suite d'une première plainte déposée en 2023 par des proches de victimes de l'attaque de Palma.

Communiqué de presse du ECCHR : [TotalEnergies visée par une plainte pénale pour complicité de crimes de guerre, torture et disparitions forcées au Mozambique](#)

Contact : Maria Bause, presse@ecchr.eu, +33 6 37 57 39 44

Pour aller plus loin :

- Mai 2026, Urgewald : “Total Risk: TotalEnergies’ Global Oil and Gas Expansion” - https://www.urgewald.org/sites/default/files/media-files/Briefing_TotalEnergies0426_eng_WEB.pdf
- Mai 2026, Les Amis de la Terre France : “Speakers Tour Mozambique – Dossier Presse” : <https://www.amidelaterre.org/publication/speakers-tour-mozambique-mai-2026-dossier-presse/>
- Juin 2020, Les Amis de la Terre France : “Mozambique : de l’eldorado gazier au chaos” : <https://www.amidelaterre.org/de-leldorado-gazier-au-chaos/>

V. La nécessité de taxer les profits de TotalEnergies - Greenpeace France

Alors que TotalEnergies tient son assemblée générale le 29 mai 2026, Greenpeace France dénonce les profits de guerre accumulés par TotalEnergies depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, pendant que la population souffre de la hausse des prix de l’énergie.

Dans une note, l’association remet en cause le modèle économique de la major qui, reposant sur des activités très émettrices de gaz à effet de serre, restera inchangé et contribuera à la crise climatique tant que le secteur n’aura pas été plus régulé et taxé. Les énergies fossiles représentent encore 97 % de la production du groupe en 2025 (en hausse de 3,9 %) et TotalEnergies a officiellement abandonné début 2026 son objectif de neutralité carbone en 2050, tout en augmentant ses investissements dans le pétrole et le gaz. Sur le plan financier, le groupe a engrangé 5,8 milliards de dollars de profits au premier trimestre 2026, soit +51 % sur un an, une performance que Greenpeace attribue en partie à des activités spéculatives sur le pétrole pendant le conflit au Moyen-Orient. Enfin, TotalEnergies déploie une stratégie d’influence visant à bloquer toute nouvelle taxation de ses profits et à alimenter la poursuite de son modèle fossile.

Face à ce tableau, Greenpeace appelle à une taxation systématique de l’ensemble des profits des entreprises du secteur des énergies fossiles, des dividendes et des rachats d’actions, au niveau national et européen, ce qui permettrait de soutenir les ménages touchés par la hausse du prix de l’énergie, d’investir dans les alternatives aux énergies fossiles et de protéger les populations impactées par les changements climatiques. Il sera aussi essentiel de revoir les règles fiscales internationales afin de mieux taxer les

bénéfices des multinationales comme TotalEnergies qui localisent une partie significative de leurs profits dans des pays à faible fiscalité, un chantier ouvert au niveau de la Convention fiscale des Nations unies actuellement en négociation à New York.

Dossier de presse de Greenpeace

: https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2026/05/DP_AG_TotalEnergies_2026-1.pdf